



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN  
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

**DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
**Pôle Environnement  
et Développement Durable**

-----  
**ARRÊTE DRCLE-PEDD N° 2007-218**

**ARRÊTE**

**portant agrément de la société SARL PATIER pour l'installation de dépollution et de  
démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exploite à BONNAC LA COTE**

**Agrément n° PR 87 00006 D**

**LE PREFET DE LA REGION LIMOUSIN  
PREFET DE LA HAUTE-VIENNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;  
**Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 43-2 ;  
**Vu** le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;  
**Vu** le décret n° 2003-727 du 1<sup>er</sup> août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11 ;  
**Vu** l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;  
**Vu** l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1979 autorisant M. PAROT Jean à exploiter un chantier de stockage et de récupération de ferrailles automobile au lieu-dit « Maison Rouge » sur la commune de BONNAC LA COTE ;  
**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 9 août 1984, faisant acte du transfert de l'exploitation du chantier de Monsieur PAROT à Monsieur Jean PATIER ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 mars 1998 autorisant la société SARL PATIER à étendre l'exploitation de ses chantiers de récupération automobile au lieu-dit « Maison Rouge » sur la commune de BONNAC LA COTE ;

1, rue de la Préfecture - B.P. 87031 - 87031 LIMOGES CEDEX 1

TÉLÉPHONE 05 55 44 18 00

TÉLÉCOPIE 05 55 44 17 54

E-mail : [courrier@haute-vienne.pref.gouv.fr](mailto:courrier@haute-vienne.pref.gouv.fr)

<http://www.haute-vienne.pref.gouv.fr>

Vu la demande, présentée le 23 mai 2006 et complétée le 20 décembre 2006 par la société SARL PATIER, en vue d'obtenir l'agrément pour l'installation de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage, qu'elle exploite à BONNAC LA COTE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 décembre 2006 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 23 janvier 2007 ;

**Considérant** que la demande d'agrément, présentée le 23 mai 2006 et complétée le 20 décembre 2006, par la société SARL PATIER comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été communiqué à l'exploitant ;

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Vienne;

## **ARRETE**

### Article 1.

La société SARL PATIER, dont le siège social est sis R.N. 20 « Maison Rouge » 87270 BONNAC LA COTE, est agréée pour effectuer, à la même adresse, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 2.

La société SARL PATIER est tenue pour l'exercice de l'activité au titre de laquelle elle bénéficie de l'agrément de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### Article 3

L'arrêté préfectoral du 13 mars 1998 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

3.1 – Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage qui n'ont pas été dépollués conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005 doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable. Ce revêtement peut, par exemple, être en béton.

Cependant, cette condition peut être jugée satisfaite si l'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour éviter tout écoulement sur le sol provenant des véhicules à risques (mise en place de films protecteurs, de dispositifs de collecte et rétention de ces écoulements...);

3.2 – Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;

3.3 – Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (huiles de carters, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides antigel, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

3.4 – Les eaux rejetées au milieu naturel doivent satisfaire, en plus des valeurs maximales fixées au paragraphe 5-6 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1998 susvisé, à la valeur maximale instantanée suivante :

Plomb inférieur à 0.5 mg/l.

3.5 – Conformément au paragraphe 9.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1998 susvisé, l'établissement doit disposer de plusieurs tas de sable de 500 l au moins, munis chacun d'un seau et d'une pelle.

#### Article 4

Une analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel, permettant de vérifier le respect des valeurs fixées au paragraphe 5-6 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1998 susvisé et au paragraphe 3.4 du présent arrêté doit être transmise à l'Inspection des Installations Classées dans un délai maximal de 1 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

#### Article 5 : échéancier de réalisation des travaux

La mise en conformité de l'installation avec les dispositions de l'article 3 doit être réalisée dans un délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Un nouveau contrôle par un organisme tiers accrédité doit être réalisé dans ce même délai pour attester de la réalisation des travaux. Une attestation de conformité avec les dispositions du présent arrêté est établie par l'organisme tiers accrédité et est transmise au préfet dans un délai maximum de 15 jours après le contrôle.

#### Article 6

La société SARL PATIER est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

#### Article 7 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut-être déféré au Tribunal Administratif de Limoges sous délai de deux mois selon les dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Le délai est fixé à quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité des installations.

#### Article 8 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société SARL PATIER – R.N. 20 « Maison Rouge » 87270 BONNAC LA COTE.

### Article 9 : Publicité

Il sera fait application des dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour l'information des tiers :

- une copie des l'arrêté complémentaire sera déposée à la mairie de BONNAC LA COTE et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie de BONNAC LA COTE, pendant une durée minimale d'un mois ;
- un procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Haute-Vienne.

### Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Vienne et l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- Maire de BONNAC LA COTE,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin.

**LE PREFET,**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

A L'ORIGINAL

Pour le préfet,

*l'attaché désigné, chef de pôle,*

Jérôme LABRO

LIMOGES le

15 FEV. 2007

Pour le Préfet

*le Secrétaire Général*

Christian ROCK

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
À L'ORIGINAL

Pour le préfet,  
l'attaché délégué, chef de pôle,

Jérôme LABRO

Pour le Préfet  
le Secrétaire Général.

Christian ROCK

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR 87 00006 D du

15 FEV. 2007

n° 2007-218

### 1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

### 2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

### 3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

#### **4°/ Réemploi.**

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

#### **5°/ Communication d'information.**

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

#### **6°/ Contrôle par un organisme tiers.**

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du systèmes communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQL.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.